

OCTOBRE - NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2021



République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une Foi

SECNSA



BULLETIN

TRIMESTRIEL DU SAP

**RANÉROU, KANEL, DIORBEL,
KÉBÉMÉR, MATAM ET SALÉMATA
SONT LES DÉPARTEMENTS LES
PLUS EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
SUR LA PÉRIODE OCTOBRE
NOVEMBRE-DÉCEMBRE**

**AUGMENTATION DU PRIX DES
CÉRÉALES LOCALES SÈCHES**

**AUGMENTATION DE LA PART
DES DÉPENSES ALIMENTAIRES
DES MÉNAGES, DANS LES
DÉPARTEMENTS LES PLUS EN
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

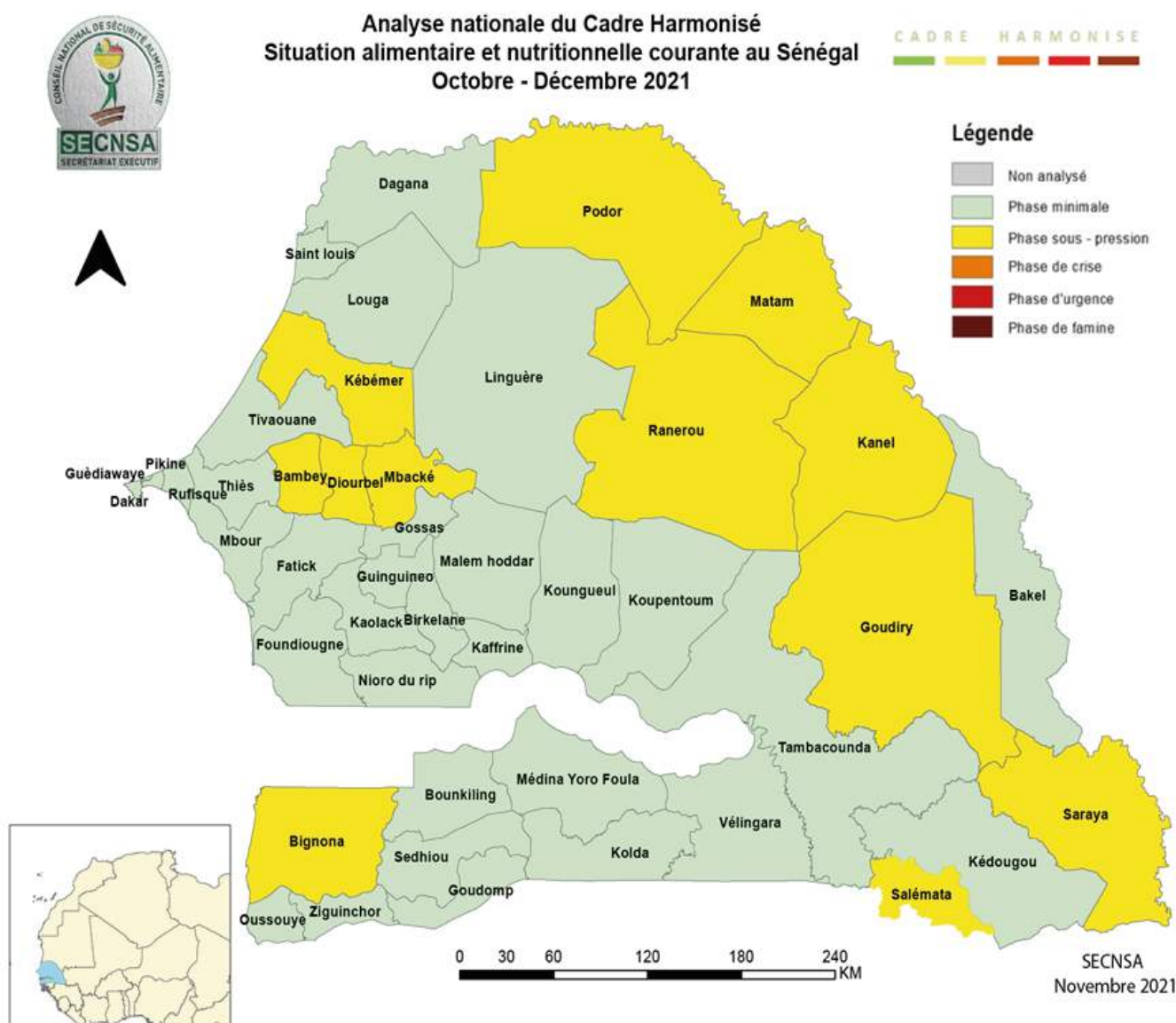
SOMMAIRE



1. SITUATION ALIMENTAIRE EN PERIODE COURANTE	2
2. DEPARTEMENTS QUI COMPORTENT LE PLUS DE POPULATIONS EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN PHASE COURANTE	3
2.1. Consommation alimentaire dégradée	3
2.2. Etat nutritionnel préoccupant	5
2.3. Strategies d'adaptation basées sur les moyens d'existence de stress	5
2.4. Augmentation des prix des denrées de base	6
2.5. Augmentation de la part des dépenses alimentaires des ménages	7

1. SITUATION ALIMENTAIRE EN PERIODE COURANTE

La situation alimentaire au Sénégal est assez satisfaisante. Sur les quarante-cinq (45) départements analysés, trente-trois (33) sont en situation minimale et douze (12) en situation sous pression. On retrouve, les départements en phase sous pression, principalement dans le nord et l'est du pays, tandis que ceux qui sont en phase minimale sont dans le centre et le sud en particulier.



2. DEPARTEMENTS QUI COMPORTENT LE PLUS DE POPULATIONS EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN PHASE COURANTE

L'insécurité alimentaire sévit principalement dans les départements de Ranérou (9%), Kanel (8%), Diourbel et Kébémér (7%), Matam (6%) et Salémata (5%). Cette situation est due à une consommation alimentaire dégradée, l'utilisation de stratégies d'adaptation de stress et l'augmentation des prix des denrées de base.

2.1. CONSOMMATION ALIMENTAIRE DEGRADEE

Les départements de Ranérou (54%), Diourbel (37%) et Salémata (34%), sont les départements qui concentrent le plus grand nombre de ménages qui ont un déficit de consommation alimentaire sévère (cf. Figure 1). Cette situation, a conduit la moitié des ménages (50%) du département de Ranérou a adopté des stratégies d'adaptation alimentaire négative (cf. Figure 2). Dans les départements de Diourbel et Salémata, cette proportion est moins élevée avec respectivement 58% et 46% de ménages qui ont adopté des stratégies de stress (cf. Figure 2).

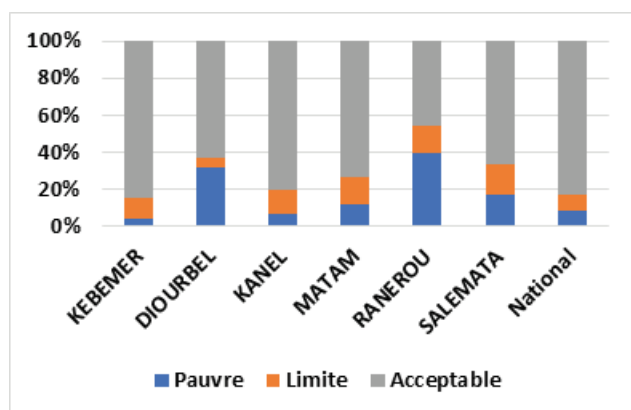


Figure 1 : Score de consommation alimentaire

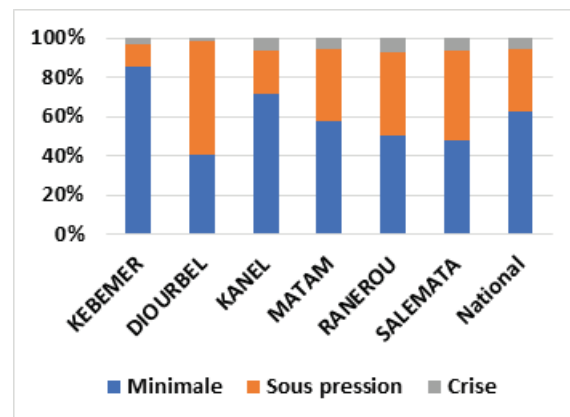


Figure 2 : Stratégies d'adaptation alimentaire

Parmi les types de stratégies d'adaptation alimentaires développés par les ménages, la consommation d'aliment moins apprécié et l'emprunt d'argent dominant (cf. Figure 3). Cependant, on constate qu'une proportion assez importante de ménages a utilisé des stratégies négatives comme la diminution de la quantité de nourriture, la réduction de la quantité de repas prise par les adultes au profit des enfants et, la réduction du nombre de repas pris par jour. C'est le cas dans les départements Diourbel (50%), Kanel (47%), Matam (44%), Salémata (42%) et Ranérou (41%) (cf. Figure 3).

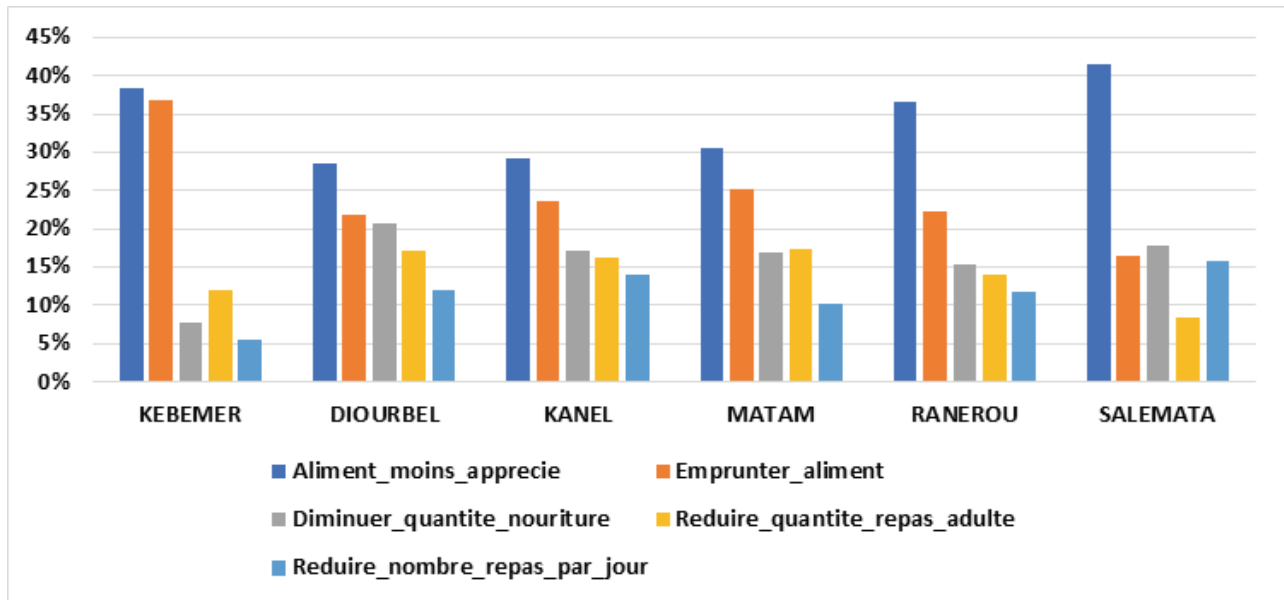


Figure 3 : Les types de stratégies d'adaptation alimentaire développés par les populations



2.2. ETAT NUTRITIONNEL PREOCCUPANT

En dépit d'une bonne consommation alimentaire, l'état nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est précaire dans le département de Kébemer. En effet, Il est noté une prévalence élevée des Infections Respiratoires Aigüe (56%), de la diarrhée (34%). Par ailleurs, les taux de déparasitage (37%) et d'Alimentaire Minimum Acceptable (23%), sont faibles.

2.3. STRATEGIES D'ADAPTATION BASEES SUR LES MOYENS D'EXISTENCE DE STRESS

L'utilisation des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence, par les ménages, expliquent les difficultés alimentaires auxquelles ils font face. Ces difficultés, ont conduit les ménages à adopter des stratégies d'adaptation de stress.

Les départements de Ranérou (66%), Salémata (60%), Matam (59%) et Kanel (55%) concentrent le plus de ménages qui ont utilisé des stratégies d'adaptation de stress. Ces départements ont la particularité de se situer dans la zone pastorale (Ranérou) et agro pastoral (Matam et Kanel) où l'hivernage a été marqué par de longues pauses, malgré un démarrage précoce. Cette situation a occasionné un déficit fourrageur, notamment dans les départements de Kébèmer et Matam qui ont un bilan fourrageur de -100% et -65% respectivement.

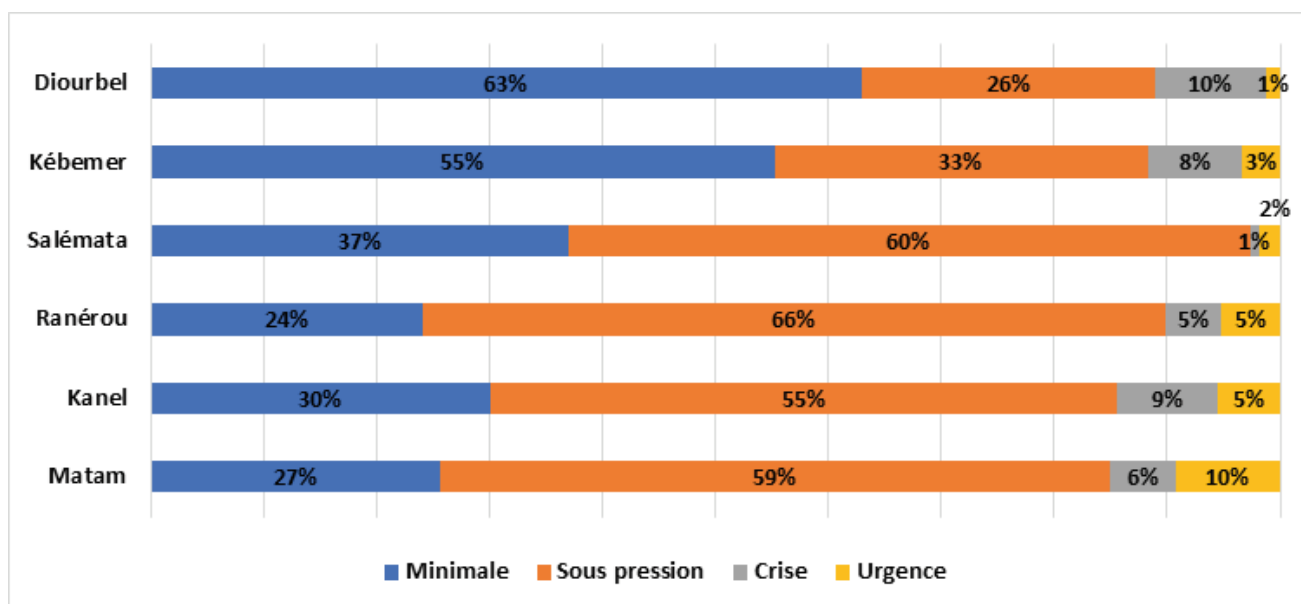


Figure 4 : Stratégies de moyens d'existence basé sur les moyens d'existence

2.4. AUGMENTATION DES PRIX DES DENREES DE BASE

L'augmentation du prix des denrées de base, notamment celui du riz, accentue la vulnérabilité des ménages en particulier, ceux qui sont les plus pauvres et, qui dépendent exclusivement du marché pour couvrir la totalité de leurs besoins alimentaires.

Comparé à la moyenne des 5 dernières années, une hausse de 31% sur le prix du kilogramme de riz importé brisé ordinaire a été notée dans le département de Diourbel. Dans les départements de Ranérou et de Kébemer, les hausses sont moins élevées mais tout aussi importantes avec des variations respectives de 29% et de 20%, sur le prix du riz importé brisé ordinaire.

A Matam et Kanel, où les populations en majorité ont une préférence pour le riz local décortiqué, des hausses ont également été enregistrées sur cette céréale, avec des variations respectives de 14% et de 17% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.





2.5. AUGMENTATION DE LA PART DES DEPENSES ALIMENTAIRES DES MENAGES

La part des dépenses alimentaires est un indicateur permettant d’apprécier le pouvoir d’achat des ménages. Plus la part des dépenses consacrées à l’alimentation est importante, plus le ménage est vulnérable.

La majorité des ménages des départements de Ranérou (84%) et de Salémata (79%) consacrent au moins (75%) de leurs dépenses à l’achat de nourriture. Cette situation, témoigne des difficultés auxquelles ils sont confrontés. Dans les départements de Diourbel, Kanel et Matam, la part des dépenses alimentaires est moins élevée mais dépasse la barre des (50%).

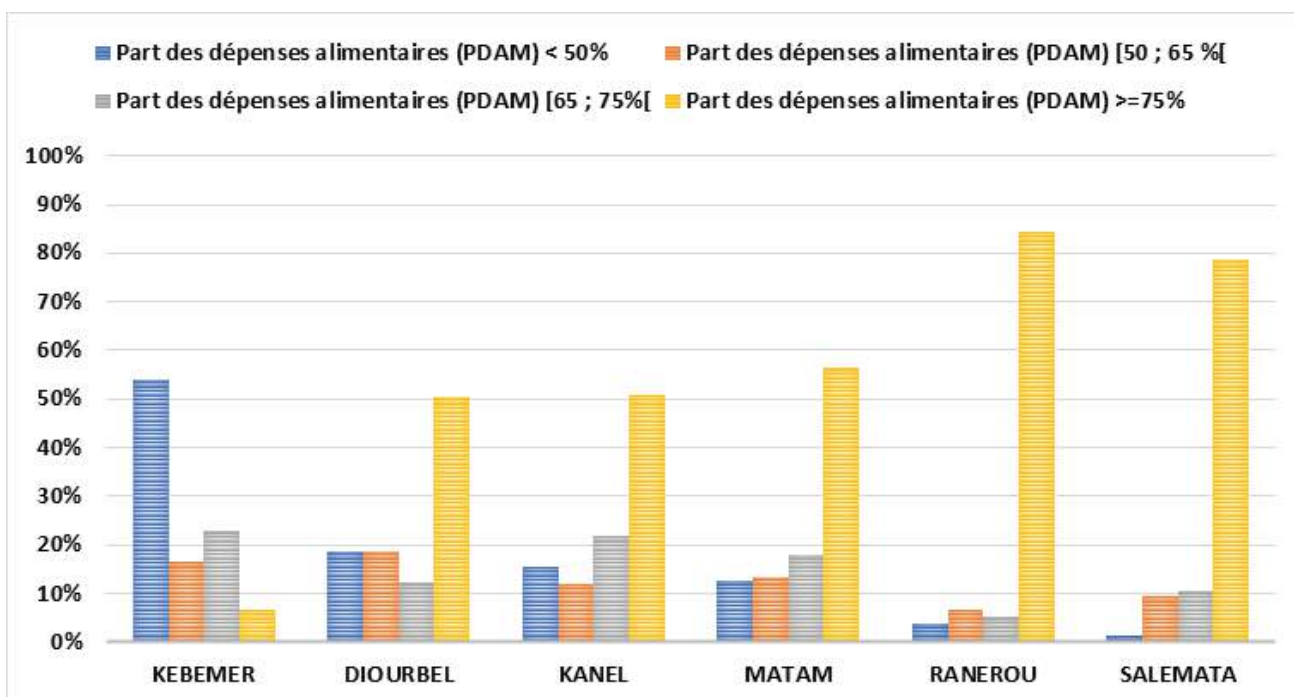


Figure 5 : Part des dépenses alimentaires des ménages dans les six départements les plus en insécurité alimentaire

PARTENAIRES FINANCIERS



LISTE DES STRUCTURES NATIONALES MEMBRES DU COMITÉ TECHNIQUE NATIONAL DU SAP

**ANACIM, ANSD, ARM, CEP/PECHE,
CEP/MINISTERE COMMERCE, CSA, CSE,
CONACILSS, DA, DAN, DAPSA, DEFCCS, DGPRE,
DHORT, DIREL, DPV, DGPSN, DPDT, SECNDN, SECNSA.**



Janvier 2022